



2019/2028(BUD)

29.7.2019

AMENDEMENTS

1 - 53

Projet d'avis
Paolo de Castro
(PE639.624v01-00)

sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020
(2019/2028(BUD))

Amendement 1

Peter Jahr, Marlene Mortler, Christine Schneider, Norbert Lins

Projet d'avis

Paragraphe 2 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 bis. demande instamment qu'il n'y ait pas davantage de réductions du budget de l'agriculture, notamment parce que le secteur agricole est fréquemment touché par des crises qui nécessitent une intervention budgétaire;

Or. en

Amendement 2

Elsi Katainen, Ulrike Müller, Atidzhe Alieva-Veli, Jérémy Decerle, Irène Tolleret

Projet d'avis

Paragraphe 2 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 ter. constate que l'exercice 2020 est le dernier de la période couverte par le CFP actuel et souligne dès lors l'importance d'une préparation et d'une adaptation harmonieuse en ce qui concerne la nouvelle période de financement, durant laquelle il convient de garantir un niveau de vie correct aux agriculteurs;

Or. en

Amendement 3

Irène Tolleret, Jérémy Decerle, Elsi Katainen

Projet d'avis

Paragraphe 2 quater (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 quater. s'inquiète vivement des

conséquences budgétaires d'un Brexit sans accord et, vu l'impératif pour les agriculteurs de planifier leur activité, s'oppose fermement à toute réduction des dotations au titre de la PAC en 2020 dans l'éventualité où aucun accord ne serait conclu entre l'Union et le Royaume-Uni;

Or. en

Amendement 4

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 2 quinquies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 quinquies. constate qu'un appui budgétaire de l'Union en faveur de formes d'agriculture néfastes pour l'environnement induit une externalisation des coûts, qui doivent alors être supportés par d'autres fonds publics; souligne que cette approche ne constitue pas une utilisation efficace du budget; note que les approches holistiques comme l'agroécologie engendrent moins d'externalisations négatives et représentent une utilisation plus efficace du budget à cet égard;

Or. en

Amendement 5

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 2 sexies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 sexies. souligne l'impératif de

cohérence du budget de l'Union avec les objectifs de l'accord de Paris;

Or. en

Amendement 6

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 2 septies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 septies. rappelle qu'en mars 2017, le conseil Ecofin a invité les États membres à consacrer un montant plus élevé du budget de l'Union destiné au financement de la lutte contre le changement climatique pendant la période restante du CFP actuel, vu les engagements supplémentaires pris lors de la COP 21 à Paris; s'inquiète de cette incapacité à accroître les dépenses, compte tenu des engagements pris par l'Union dans le cadre de l'accord de Paris, mais aussi de l'objectif du Parlement européen de consacrer 30 % des dépenses liées au climat dans le prochain CFP pour la période 2021-2027;

Or. en

Amendement 7

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 2 octies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

2 octies. rappelle que, selon la Cour des comptes européenne, il y a fort à parier que l'objectif d'au moins 20 % de

dépenses liées au climat dans le budget de l'Union pour la période 2014-2020 ne sera pas atteint; regrette qu'avec le projet de budget général de l'Union, dans sa forme proposée actuelle, malgré des dotations liées au climat de 21 %, le budget de l'Union pour la période 2014-2020 n'atteindra que 19,7 % de dépenses en la matière; constate que cela représente un déficit de dépenses liées au climat par rapport à l'objectif fixé;

Or. en

Amendement 8
Clara Aguilera

Projet d'avis
Paragraphe 3

Projet d'avis

3. *déplore* la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Amendement

3. *refuse* la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Or. en

Amendement 9
Ivan David, Gilles Lebreton, Maxette Pirbakas, Angelo Ciocca, Mara Bizzotto

Projet d'avis
Paragraphe 3

Projet d'avis

3. **déplore** la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Amendement

3. **s'oppose fermement** à la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Or. en

Amendement 10

Juan Ignacio Zoido Álvarez

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Amendement

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; **à cet égard, la Commission devrait veiller à ce que les paiements en faveur de ce secteur ne soient pas réduits**; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Or. en

Amendement 11

Daniel Buda, Dan-Ștefan Motreanu, Siegfried Mureșan

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Amendement

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ***étant donné que les agriculteurs seront touchés de plein fouet***; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Or. en

Amendement 12

Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de

Amendement

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de

la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

la viande de volaille ***et propose d'allouer des fonds à la section «Autres mesures pour les viandes porcines, les volailles, les œufs, l'apiculture et les autres produits animaux» de 25 millions d'EUR en soutien au secteur de la volaille*** frappé par des distorsions commerciales déloyales imposées par l'Ukraine;

Or. en

Amendement 13

Peter Jahr, Marlene Mortler, Christine Schneider

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales ***imposées par l'Ukraine;***

Amendement

3. déplore la réduction des crédits proposée par la Commission pour les organisations de producteurs dans le secteur des fruits et légumes (- 14,6 millions d'EUR), qui pourrait se révéler lourde de conséquences pour la contribution, pourtant croissante, de ces organisations au rééquilibrage du pouvoir de négociation dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire; regrette l'absence de crédits affectés au secteur de la viande de volaille, frappé par des distorsions commerciales déloyales;

Or. en

Amendement 14

Giuseppe Milazzo

Projet d'avis

Paragraphe 3 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

3 bis. déplore que rien ne vienne

compenser la réduction des crédits proposée par la Commission pour les producteurs de fruits et légumes dans l'Union, un secteur qui traverse une crise grave due à des agents phytophages ou pathologiques, tels que le virus de la tristeza des oranges, le dessèchement des citrons, Tuta absoluta qui touche les tomates et Xylella fastidiosa les oliviers; demande, par conséquent, en dépit des réductions de crédits, qu'il soit envisagé un plan de financement destiné aux agrumes afin de soutenir les coûts de reconversion des plantations d'agrumes et des oliveraies actuelles grâce à l'introduction de variétés plus résistantes des mêmes espèces végétales permettant une véritable relance de ce secteur;

Or. en

Amendement 15

Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu, Siegfried Mureşan

Projet d'avis

Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur **et d'autres secteurs** en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Or. en

Amendement 16

Peter Jahr, Marlene Mortler, Christine Schneider, Norbert Lins

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait **potentiel** du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Or. en

Amendement 17

Elsi Katainen, Ulrike Müller, Atidzhe Alieva-Veli, Jérémy Decerle, Irène Tolleret

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que **le secteur ne soit confronté** à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; **souligne que le retrait du Royaume-Uni de l'Union aura également des retombées négatives notables dans plusieurs secteurs agricoles de l'Union;** redoute que **les producteurs de l'Union ne soient confrontés** à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Or. en

Amendement 18

Anne Sander, Mairead McGuinness

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le *secteur* ne *soit confronté à* une pression supplémentaire en *raison de l'accord commercial* de l'Union *avec le Mercosur*;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que *l'accord commercial entre l'Union et le Mercosur* ne *crée* une pression supplémentaire *pour ces secteurs agricoles et demande*, en *conséquence*, à la *Commission* de *présenter en détail d'ici la fin de 2019 le contenu du plan de soutien* de l'Union *d'un milliard d'EUR annoncé le 28 juin 2019, dont l'objectif est de permettre aux secteurs agricoles vulnérables de surmonter les retombées négatives potentielles dudit accord, dans l'éventualité où il serait ratifié*;

Or. en

Amendement 19
Anne Sander

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; *redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur*;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur *de la viande bovine en Irlande* en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; *demande à la Commission de proposer un plan de soutien destiné à l'ensemble des secteurs agricoles susceptibles d'être touchés par le retrait du Royaume-Uni de l'Union et de l'étendre aux membres touchés en*

*fonction de leur degré d'exposition;
considère que, pour être efficace, ce plan
doit prévoir des mesures structurelles
visant à renforcer l'organisation des
secteurs et à promouvoir la diversification
des flux commerciaux;*

Or. en

Amendement 20

Clara Aguilera

Projet d'avis

Paragraphe 4

Projet d'avis

4. *se félicite de* la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» *afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une* pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. *considère que* la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» *devrait être étendue à l'ensemble des secteurs concernés et des États membres, afin de faire face aux* difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union *et la* pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur; *considère, en ce qui concerne ledit accord, qu'il convient de réaliser une analyse d'impact en bonne et due forme, secteur par secteur et État membre par État membre, avant son entrée en vigueur, et d'établir des mesures de sauvegarde, y compris un plan d'urgence budgétaire;*

Or. en

Amendement 21

Irène Tolleret, Jérémy Decerle

Projet d'avis

Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur **irlandais** en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur; **demande néanmoins à la Commission d'envisager des dotations supplémentaires pour les autres États membres dont les exportations de viande bovine seraient touchés par le Brexit;**

Or. en

Amendement 22

Ivan David, Gilles Lebreton, Maxette Pirbakas, Angelo Ciocca, Mara Bizzotto

Projet d'avis

Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison **de l'accord commercial** de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison **des accords commerciaux** de l'Union, **en particulier avec le Mercosur, le Canada, et dans la perspective d'un éventuel accord avec les États-Unis;**

Or. en

Amendement 23

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. *se félicite* de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. *prend acte* de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur; ***souligne que, par souci de cohérence avec les objectifs en matière de climat, le soutien aux secteurs de l'élevage ne saurait être inconditionnel et devrait accorder la priorité aux méthodes de production favorables au climat, à l'environnement et à la biodiversité, telles que l'élevage en pâturage extensif;***

Or. en

Amendement 24
Bert-Jan Ruissen

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur;

Amendement

4. se félicite de la proposition de la Commission d'allouer 50 millions d'EUR aux «Autres mesures pour la viande bovine» afin de soutenir le secteur en cas de difficultés sur le marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union; redoute que le secteur ne soit confronté à une pression supplémentaire en raison de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur; ***demande que des crédits supplémentaires soient alloués à des mesures dans d'autres secteurs en cas de difficultés sur le***

Marché liées au retrait du Royaume-Uni de l'Union;

Or. en

Amendement 25

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 4 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 bis. souligne l'inefficacité budgétaire: des secteurs vulnérables sont soutenus alors que dans le même temps ils sont exposés à une concurrence accrue et aux risques d'instabilité du marché, notamment par les accords bilatéraux de libre-échange; constate en outre l'érosion à long terme des ressources propres traditionnelles dans le budget de l'Union, notamment imputables à la baisse des droits de douane qui découle des accords de libre-échange;

Or. en

Amendement 26

Juan Ignacio Zoido Álvarez

Projet d'avis

Paragraphe 4 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 ter. prend acte de la proposition de la Commission de soutenir les agriculteurs grâce à un appui financier d'un milliard d'EUR en cas de perturbation du marché résultant de l'accord commercial de l'Union avec le Mercosur; insiste sur le fait que ces fonds ne devraient pas provenir d'une ligne

budgétaire agricole existante, quelle qu'elle soit;

Or. en

Amendement 27

Irène Tolleret, Jérémie Decerle

Projet d'avis

Paragraphe 4 quater (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 quater. demande à la Commission d'envisager un soutien supplémentaire à d'autres secteurs, tels que le secteur viticole ou le secteur des fruits et légumes, pour les aider à surmonter les préjudices commerciaux liés au Brexit, et de favoriser les campagnes de promotion dans les pays tiers afin d'ouvrir et de consolider les nouveaux débouchés commerciaux;

Or. en

Amendement 28

Irène Tolleret, Jérémie Decerle

Projet d'avis

Paragraphe 4 quinquies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 quinquies. s'inquiète de la crise actuelle dans le secteur sucrier depuis la suppression du système de quotas et de l'annonce récente de la fermeture de huit fabriques dans l'Union; prie donc instamment la Commission de soutenir le stockage privé pour contribuer à l'amélioration de la situation sur le marché et d'envisager l'introduction de mesures d'accompagnement destinées aux agriculteurs et transformateurs touchés

par ces fermetures;

Or. en

Amendement 29

Anne Sander

Projet d'avis

Paragraphe 4 sexies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 sexies. déplore le manque de fonds alloués pour soutenir secteur sucrier actuellement confronté à de grandes difficultés; considère qu'en l'absence d'intervention des pouvoirs publics, les acteurs privés doivent être autorisés à prendre des initiatives privées afin de réguler la production; propose dans ce contexte que la Commission évalue, compte tenu de la nouvelle campagne de production, la possibilité d'appliquer des mesures sans incidences sur le budget, comme le prévoit l'article 222 du règlement (UE) n° 1308/2013^{1a} du Parlement européen et du Conseil autorisant les producteurs et leurs organisations à conclure des accords collectifs en vue du retrait du marché, de l'entreposage ou de la réduction de leur production de manière concertée;

^{1 bis} Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 671).

Or. en

Amendement 30
Paolo De Castro, Pina Picierno

Projet d'avis
Paragraphe 4 septies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 septies. se félicite que la Commission propose d'augmenter les financements en faveur de mesures de promotion, ce qui confirme l'efficacité des améliorations apportées par la dernière réforme; estime que les mesures de promotion sont cruciales pour accroître la part des exportations de l'Union sur tous les marchés du monde;

Or. en

Amendement 31
Irène Tolleret, Jérémy Decerle, Elsi Katainen

Projet d'avis
Paragraphe 4 octies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 octies. est d'avis que la Commission devrait continuer à renforcer les campagnes de promotion afin d'ouvrir de nouveaux marchés pour les produits de qualité;

Or. en

Amendement 32
Elsi Katainen, Ulrike Müller, Jérémy Decerle

Projet d'avis
Paragraphe 4 nonies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 nonies. déplore que les

agriculteurs, notamment dans le secteur du lait et des produits laitiers confronté à des difficultés persistantes sur le marché en raison de l'embargo russe, ne bénéficient d'aucune mesure;

Or. en

Amendement 33
Bert-Jan Ruissen

Projet d'avis
Paragraphe 4 decies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 decies. rappelle qu'au cours des cinq dernières années les secteurs agricoles européens ont continué de subir les effets de l'embargo russe; souligne que toute nouvelle incidence sur les flux commerciaux agricoles liée au retrait du Royaume-Uni de l'Union pourrait occasionner de nouvelles perturbations, et sollicite des crédits supplémentaires en faveur de mesures exceptionnelles en fonction des besoins;

Or. en

Amendement 34
Benoît Biteau
au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis
Paragraphe 4 undecies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

4 undecies. constate les mauvaises conditions météorologiques subies par l'agriculture européenne ces dernières années et qui, selon les prévisions, seront plus fréquentes et plus intenses à cause du changement climatique; demande la

mobilisation d'une réserve de crise agricole en soutien aux agriculteurs touchés par la sécheresse cette année; souligne toutefois qu'il est probable que les dérogations aux exigences en matière d'environnement se révèlent contre-productives, car elles sont susceptibles d'accroître la vulnérabilité à la sécheresse;

Or. en

Amendement 35

Peter Jahr, Marlene Mortler, Christine Schneider, Norbert Lins

Projet d'avis

Paragraphe 5

Projet d'avis

5. estime que l'Union peut contribuer de manière déterminante à promouvoir des habitudes alimentaires saines, en particulier auprès des enfants, et considère donc essentiel de tirer pleinement parti des plafonds pour les programmes de l'Union dans les écoles prévus au titre de la réglementation actuelle; invite de ce fait les États membres à renforcer leurs programmes nationaux de manière à garantir la pleine utilisation des allocations maximales disponibles (250 millions d'euros);

Amendement

5. estime que l'Union peut contribuer de manière déterminante à promouvoir des habitudes alimentaires saines, en particulier auprès des enfants, et considère donc essentiel de tirer pleinement parti des plafonds pour les programmes de l'Union dans les écoles prévus au titre de la réglementation actuelle; invite de ce fait les États membres à renforcer leurs programmes nationaux de manière à garantir la pleine utilisation des allocations maximales disponibles (250 millions d'euros) *en établissant des programmes moins bureaucratiques;*

Or. en

Amendement 36

Daniel Buda, Dan-Ștefan Motreanu, Siegfried Mureșan

Projet d'avis

Paragraphe 5

Projet d'avis

5. estime que l'Union peut contribuer de manière déterminante à promouvoir des habitudes alimentaires saines, en particulier auprès des enfants, et considère donc essentiel de tirer pleinement parti des plafonds pour les programmes de l'Union dans les écoles ***prévus au titre de*** la réglementation actuelle; invite de ce fait les États membres à renforcer leurs programmes nationaux de manière à garantir la pleine utilisation des allocations maximales disponibles (250 millions d'euros);

Amendement

5. estime que l'Union peut contribuer de manière déterminante à promouvoir des habitudes alimentaires saines, en particulier auprès des enfants, et considère donc essentiel de tirer pleinement parti des plafonds pour les programmes de l'Union dans les écoles ***et d'élaborer d'autres programmes en faveur d'une consommation durable dans*** la réglementation actuelle; invite de ce fait les États membres à renforcer leurs programmes nationaux de manière à garantir la pleine utilisation des allocations maximales disponibles (250 millions d'euros);

Or. en

Amendement 37

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 6

Projet d'avis

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural.

Amendement

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes, ***notamment grâce à la recherche agroécologique, qui intègre une approche agro-écosystémique***, dans les secteurs agricole et du développement rural; ***souligne l'importance de l'applicabilité pratique des résultats au niveau des exploitations et du rôle des***

services de vulgarisation agricole; souligne que la politique en matière de recherche devrait garantir la cohérence avec les objectifs politiques concernant l'environnement, le climat, la biodiversité, la santé et le bien-être; elle devrait également encourager et soutenir les initiatives adaptées aux besoins des petites exploitations ne profitant pas d'économies d'échelle pour leur permettre de bénéficier des nouvelles technologies;

Or. en

Amendement 38

Elsi Katainen, Ulrike Müller, Atidzhe Alieva-Veli, Jérémy Decerle

Projet d'avis Paragraphe 6

Projet d'avis

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural.

Amendement

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité ***ainsi que sur la sécurité alimentaire***; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural;

Or. en

Amendement 39

Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu, Siegfried Mureşan

Projet d'avis Paragraphe 6

Projet d'avis

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural.

Amendement

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural, ***notamment pour favoriser les initiatives relatives aux villages intelligents;***

Or. en

Amendement 40
Bert-Jan Ruissen

Projet d'avis
Paragraphe 6

Projet d'avis

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural.

Amendement

6. se félicite de l'augmentation du soutien apporté à la recherche et à l'innovation axées sur l'approvisionnement en aliments sûrs et de qualité; souligne qu'il est essentiel que les fonds destinés à la recherche dans le secteur agroalimentaire, notamment ceux provenant du budget Horizon 2020, restent entièrement disponibles en tant que tels afin de stimuler l'innovation et les solutions intelligentes dans les secteurs agricole et du développement rural; ***souligne la nécessité de renforcer le lien entre recherche et pratique, grâce à la participation des producteurs primaires et à la diffusion des connaissances et des bonnes pratiques;***

Or. en

Amendement 41

Peter Jahr, Marlene Mortler, Christine Schneider, Norbert Lins

Projet d'avis

Paragraphe 6 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 bis. exhorte la Commission à fournir un soutien financier suffisant afin de recourir davantage aux solutions intelligentes et innovantes dans le secteur agricole, compte tenu des effets bénéfiques avérés pour l'environnement et de la nécessité de rendre l'agriculture plus efficace; considère que l'agriculture de précision et l'utilisation du numérique devraient être analysées plus avant et promues;

Or. en

Amendement 42

Juan Ignacio Zoido Álvarez

Projet d'avis

Paragraphe 6 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 ter. Vu que l'Union reste vulnérable aux épidémies animales et végétales, regrette la coupe de 60 % dans les crédits alloués au Fonds pour les mesures d'urgence liées à la santé animale et végétale;

Or. en

Amendement 43

Ivo Hristov, Carmen Avram

Projet d'avis

Paragraphe 6 quater (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 quater. *constate avec une profonde inquiétude les graves retombées de la propagation de la peste porcine africaine dans plusieurs États membres et les nombreux foyers enregistrés depuis le début de l'année 2019; se dit préoccupé du fait que de grandes exploitations porcines ont été touchées, ce qui a donné lieu à l'abattage de milliers d'animaux; est donc d'avis que le Fonds pour les mesures d'urgence liées à la santé animale et végétale devrait être revu à la hausse;*

Or. en

Amendement 44

Daniel Buda, Dan-Ștefan Motreanu, Siegfried Mureșan, Asim Ademov

Projet d'avis

Paragraphe 6 quinquies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 quinquies. *déplore l'insuffisance des crédits affectés à la prévention de la peste porcine africaine et à la lutte contre cette maladie, soulignant que, dans le budget de l'Union pour l'année 2019, 28 millions d'EUR ont été alloués à cette fin; souligne qu'il serait opportun de prévoir au moins une allocation similaire dans le budget de l'Union pour l'année 2020;*

Or. en

Amendement 45

Ivo Hristov, Carmen Avram

Projet d'avis

Paragraphe 6 sexies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 sexies. *prend acte du fait que les pays tiers ont investi dans la recherche pour mettre au point un vaccin contre la peste porcine africaine; est d'avis que l'Union devrait investir dans la recherche et le développement d'un vaccin, ce qui permettrait de mettre fin à la propagation et à l'apparition de la peste porcine africaine le plus rapidement possible;*

Or. en

Amendement 46

Irène Tolleret, Jérémy Decerle, Elsi Katainen

Projet d'avis

Paragraphe 6 septies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 septies. *encourage les États membres à renforcer les aides à l'installation destinées aux jeunes agriculteurs, conformément à l'objectif d'une meilleure contribution au renouvellement générationnel des agriculteurs dans l'Union;*

Or. en

Amendement 47

Elsi Katainen, Ulrike Müller, Atidzhe Alieva-Veli, Jérémy Decerle, Irène Tolleret

Projet d'avis

Paragraphe 6 octies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 octies. *souligne l'importance des engagements et des dépenses en matière de développement rural en faveur de mesures agroenvironnementales et de*

l'économie rurale en général, notamment l'importance des initiatives qui ciblent et soutiennent les jeunes agriculteurs;

Or. en

Amendement 48

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 6 nonies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 nonies. constate que le Conseil européen et le Parlement européen ont approuvé l'intégration de l'action pour le climat dans l'ensemble du CFP actuel pour la période 2014-2020; rappelle le rapport de la Cour des comptes de 2018¹, qui précise que «dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, nous avons constaté qu'aucune évolution notable vers l'action pour le climat ne s'est produite et que les possibilités de financement de cette dernière n'ont pas toutes été pleinement explorées»;

Or. en

Amendement 49

Benoît Biteau

au nom du groupe Verts/ALE

Projet d'avis

Paragraphe 6 decies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 decies. souligne qu'intégrer le

¹ https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR16_31/SR_CLIMATE_FR.pdf

climat suppose une cohérence à la fois dans la PAC elle-même et entre la politique agricole et la politique commerciale de l'Union; constate que les paiements au titre de la PAC, en particulier le soutien couplé facultatif pour l'élevage du bétail, devraient être soumis aux conditions nécessaires, afin de garantir que seules les méthodes de production positives pour le climat, l'environnement et la biodiversité soient soutenues par ces paiements;

Or. en

Amendement 50
Martin Buschmann, Petros Kokkalis

Projet d'avis
Paragraphe 6 undecies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 undecies. demande que le budget de la PAC soit alloué à des mesures porteuses d'améliorations dans le secteur agricole en matière de durabilité socioéconomique et environnementale, de bien-être animal et de biodiversité; demande que ces améliorations soient assorties de jalons mesurables et qu'un suivi régulier soit assuré par la Commission, qui ferait régulièrement rapport au Parlement européen;

Or. en

Amendement 51
Anne Sander

Projet d'avis
Paragraphe 6 duodecies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 duodecies. *salue l'effort financier déployé en faveur de nouveaux projets pilotes qui sont essentiels à la réflexion sur la future politique agricole commune, à savoir des projets visant à mettre au point une boîte à outils sur les pratiques de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, à favoriser les «villages intelligents» et à mettre en place un programme opérationnel dans le secteur de l'élevage;*

Or. en

Amendement 52

Martin Buschmann, Anja Hazekamp, Petros Kokkalis

Projet d'avis

Paragraphe 6 terdecies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 terdecies. *demande que le budget de la PAC cesse de soutenir l'élevage de taureaux destinés à la tauromachie;*

Or. en

Amendement 53

Paolo De Castro, Pina Picierno

Projet d'avis

Paragraphe 6 quaterdecies (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 quaterdecies. *demande le maintien des crédits en faveur des programmes POSEI au niveau maximum prévu par la législation européenne, insiste sur l'importance des programmes renforçant la résilience des agriculteurs et*

*souligne la situation de fragilité
économique des régions
ultrapériphériques, qui continuent de
souffrir fortement de la crise.*

Or. en